

Le Gabon à la recherche d'un nouvel ethos politique et social

DEPUIS un an et demi, la politique gabonaise a été affectée de mouvements bien plus importants que durant le quart de siècle qui a précédé. Il est prématuré, certes, de dresser un bilan de cette évolution, qui n'est pas achevée ; il serait présomptueux, aussi, autant qu'imprudent, de prétendre définir dès maintenant son aboutissement.

L'observateur impartial, l'historien de l'immédiateté, le sociologue doivent se contenter de relever les principales lignes de force dans un mouvement caractérisé à la fois par une évolution institutionnelle (multipartisme, Conférence nationale, nouvelle Constitution) et par le recours à la violence (manifestation de Libreville, insurrection de Port-Gentil), tandis qu'une intervention militaire française, la deuxième depuis l'indépendance, a modifié également le cours des événements.

Passage au multipartisme

Le changement le plus caractéristique dans la vie politique du Gabon reste sans doute le passage au multipartisme, acquis d'une manière relativement pacifique. C'est un retournement complet par rapport à la ligne de conduite adoptée par le président Bongo presque dès son arrivée au pouvoir (décembre 1967) : il avait en effet créé le PDG (Parti démocratique gabonais) le 11 mars 1968 et la Constitution gabonaise, remaniée plusieurs fois depuis 1961, restait cependant de type présidentiel, le pouvoir étant concentré entre les mains du chef de l'État, également « secrétaire-général fondateur » du PDG. La nomination d'un Premier ministre en 1975, puis la fonction de chef du gouvernement reconnue à celui-ci en

1981, ne remettaient pas en cause la primauté du Président et du parti : le Premier ministre était responsable devant le Président de la République, le Comité central du parti et, enfin, seulement, l'Assemblée nationale. Des déclarations successives du président Bongo confirmaient son attachement personnel au parti unique, qu'il considérait comme particulièrement adapté aux réalités locales et permettant, notamment, d'éviter les désordres ethniques.

La tranquillité extrême qu'apportaient au Gabon la présence de troupes françaises sur place après le coup d'État de 1964 puis l'accroissement continu, et très rapide dans les années soixante-dix, grâce au pétrole, des recettes nationales, permirent à ce système politique de perdurer, malgré des tensions épisodiques avec quelques intellectuels, puis l'effervescence de 1981 causée par l'élection du président Mitterrand en France.

Ce n'est qu'en 1989, après plusieurs années de difficultés sociales causées par la perte des recettes pétrolières, que le contact fut établi entre la présidence de la République à Libreville et le Père Paul Mba-Abessole, dirigeant du Morena (Mouvement de redressement national) qui vivait en exil à Paris. Le fils du Président, M. Ali Bongo, qui était devenu ministre des Affaires étrangères après avoir été nommé « Haut représentant personnel » du chef de l'État, et qui dirigeait le courant dit des « rénovateurs » au sein du parti unique, devait jouer en 1989-1990 un rôle capital dans l'évolution vers le multipartisme, avant d'être finalement écarté du gouvernement en juin 1991 en vertu des nouvelles règles constitutionnelles.

Le dialogue entre le chef de l'État et le Père Paul Mba-Abessole fut rendu d'autant plus difficile qu'un lien de parenté éloigné, entre ce dernier et le Premier ministre d'alors, M. Léon Mébiame, entraîna une réaction hostile du clan conservateur du parti et du gouvernement, qui contraignit le président Bongo à désavouer les « rénovateurs » en juillet 1989. Mais, avec le temps et la contagion démocratique venue de l'Europe de l'Est, les négociations aboutirent en janvier 1990 au ralliement, à titre individuel car son parti le désavoua immédiatement, du Père Mba-Abessole à la « majorité présidentielle ». C'était là une concession importante de sa part, puisque l'un des principaux aspects du programme politique du Morena était la revendication du multipartisme.

Pendant ce temps, et tandis que le Morena éclatait entre plusieurs tendances, des revendications limitées à l'université dégénéraient en émeutes maladroitement réprimées, puis en mouvements sociaux continus, qui contraignirent rapidement, en février-mars 1990, les autorités gabonaises à des concessions majeures.

En quelques semaines, l'on passait de la création d'une timide commission officielle de démocratisation à la promesse de changements à court terme, puis à l'annonce de la suppression du PDG, le 23 février. Le parti unique devait être remplacé par une autre

formation, le RSDG (Rassemblement social démocratique gabonais), rassemblant la majorité présidentielle et toutes les sensibilités prêtes à se rallier à cette solution. Mais elle ne vit pas le jour : la poursuite des manifestations obligea à réunir une Conférence nationale, du 27 mars au 19 avril 1990.

L'objet premier de cette réunion présidée par un prélat catholique, Mgr Basile Mvé, était de rédiger les statuts du RSDG en faisant appel à « tous les démocrates ». Elle s'inspirait, en le transformant, d'un modèle béninois tout récent. Mais son objectif était tout différent : la question de la souveraineté de la Conférence ne devait pas se poser ; celle-ci devait se limiter à l'examen des caractères d'une formation devant conduire ultérieurement au multipartisme et à la révision constitutionnelle qui s'imposerait. Des délégués du parti unique, des associations politiques non reconnues (qui recevaient un statut officiel temporaire) et de la « société civile » devaient y participer.

Près de 150 associations prenaient part à la Conférence, dont 76 ayant le statut de « mouvement politique ». Le parti unique s'était, à l'origine, assuré la majorité grâce à 500 mandats. Mais le doublement des mandats de chaque association politique (6 au lieu de 3) devait donner la majorité aux adversaires du PDG et le programme présenté par le président Bongo (démocratisation sous forme de courants transformés en partis au bout de cinq années de RSDG) parut très rapidement trop restrictif. Dans la synthèse des débats de politique générale, le 9 avril, la Conférence se prononçait pour le « multipartisme immédiat » aussi bien que pour le « respect du mandat présidentiel » et sur la formation d'un gouvernement de transition avant les élections législatives prévues pour octobre. Lors de la clôture officielle de la Conférence, le 19 avril (les travaux devant s'achever, en fait, quelques jours plus tard), le président Bongo acceptait le multipartisme et reconnaissant la naissance d'une « ère nouvelle de démocratie pluraliste », déclarait se placer au dessus des partis. C'était la fin, brusque et dans une confusion relative, du système qu'il défendait encore quelques jours plus tôt.

Des forces politiques nouvelles étaient apparues au cours de la Conférence : les diverses tendances du Morena n'avaient pas toutes brillé du même éclat, alors que le Père Mba-Abessole, tentant de réparer le faux-pas de son ralliement au Président dans le moment même où la contestation devenait la plus forte, acquit une position personnelle forte au cours des débats, non sans donner l'impression de la palinodie. Me Agondjo-Okawe, fondateur, à l'occasion de la Conférence, du PGP (Parti gabonais du progrès) avec une personnalité ancienne des cercles dirigeants gabonais, Marc Saturnin Nan-Nguema, fut également, et non sans irriter la présidence, l'un de ceux qui marquèrent le plus la Conférence en insis-

tant sur de pointilleuses précisions juridiques, comme l'y engageait son état de bâtonnier du barreau de Libreville.

En revanche, la Conférence confirmait le déclin de la vieille garde du PDG et du gouvernement, que symbolisait aussi le départ de celui-ci de personnalités ayant autant compté naguère que MM. Mébiame et Rawiri. Le 29 avril, le gouvernement de transition, dirigé par un technocrate, M. Casimir Oyé Mba, auparavant gouverneur de la BEAC (Banque des États de l'Afrique centrale), remplaçait M. Mébiame, qui avait été Premier ministre sans interruption depuis la création de cette fonction. En contraste, M. Ali Bongo conservait le portefeuille des Affaires étrangères et le gouvernement s'ouvrait assez timidement à des partis d'opposition, dont les Morena « Originel » et « Bûcheron » (cette dernière formule étant la désignation familière du mouvement du Père Mba-Abessole).

Après les tragiques semaines de mai et juin, avec la mort subite et mystérieuse de M. Joseph Rendjambé, l'un des dirigeants du PGP et l'insurrection de Port-Gentil, puis la transition de l'été, le processus de démocratisation devait se poursuivre, avec toutefois une particularité remarquable : le renforcement de la présence militaire permanente de la France au Gabon. Les élections législatives posaient de multiples problèmes dont le moindre n'était pas celui des listes électorales. Elles se déroulèrent néanmoins, assez irrégulièrement, du 16 septembre à fin octobre 1990.

La surprise de ces élections fut la bonne tenue de l'ancien parti unique, conservant de très peu la majorité à l'Assemblée nationale, alors que les mois qui précédaient avaient montré sa déconsidération. Ce résultat, qui sera ensuite au cœur de l'ambiguïté persistante de la vie politique gabonaise, s'explique partiellement par l'avantage initial de 16 sièges sur 120 obtenus dès le premier tour dans la province du Haut-Ogooué, celle du Président et d'une grande partie de son entourage, où le PDG parvint à éliminer toute autre formation politique.

Finalement, deux partis se dégageaient, face au PDG disposant en définitive de 63 députés : le PGP et le Morena-Bûcheron, qui devait devenir ensuite le RNB (Rassemblement national des bûcherons). Les autres partis, peu représentés et parfois dans une seule région, n'étaient que des appoints ou des rivaux éventuels pour deux formations de valeur numérique à peu près égale, de l'ordre de 20 députés. Dans ces conditions, la présidence de la nouvelle Assemblée revint, pour la première fois depuis l'indépendance, à un originaire de l'Ogooué maritime, l'ancien ministre Jules Bourdès-Ogouligendé, représentant certes la majorité PDG mais aussi une province où le PGP avait une domination écrasante et qui avait connu une période de tension majeure en 1991, mettant en question l'avenir de la capitale économique gabonaise.

Ethnicité et classes sociales

La distribution des postes politiques en fonction d'un équilibre des diverses régions était, depuis l'indépendance, une règle non écrite que le président Bongo renforça encore, compte-tenu de son âge (la trentaine en accédant à la présidence) et de la position très marginale de son groupe ethnique, les Bateke de l'Alima, dont la majorité vit au Congo.

La Conférence nationale paraissait devoir mettre fin à une telle pratique politique. Le premier gouvernement de M. Oyé Mba, le 29 avril, comportait onze membres du précédent. On notait, pour la première fois, le souci d'un équilibre entre les partis ou les courants politiques (les « rénovateurs » du PDG et leurs amis ayant, semble-t-il, la part belle), ce qui était la première application concrète du nouveau système de multipartisme. Quant à l'équilibre ethnique, il subsistait aussi dans les faits et l'on remarquait que le Premier ministre, comme le précédent, était un fang, membre du groupe ethnique qui passe pour dominer démographiquement au Gabon (en l'absence de données fiables sur la répartition actuelle de la population).

Les événements de Port-Gentil, en mai-juin 1990, qui avaient d'ailleurs été précédés par des émeutes moins importantes fin mars, poussèrent ensuite les observateurs à renforcer une interprétation à base ethnique et régionale de la vie politique gabonaise. Pour le cas gabonais comme dans d'autres, il convient d'être très prudent à ce sujet. Un examen de caractère scientifique doit nécessairement reconnaître des distinctions entre divers ordres de réalités et de causalités : il est, on le sait aujourd'hui, extrêmement difficile de définir une « ethnie », dans la diachronie notamment, même si la valeur d'opposition d'une telle unité ne peut être mise en doute *hic et nunc* ; des « lignages », des « clans » sont au même titre que des « ethnies » des groupes au sein desquels se retrouvent des logiques de solidarité mobilisant, par une sorte d'automatisme ou d'obligation morale, conformes au principe de réciprocité, les individus qui en sont membres ; les ensembles considérés (dans lesquels il faut compter aussi les groupes linguistiques) peuvent se fractionner à chaque instant et les ambitions individuelles, les rivalités de personnes se croisent sans cesse avec les réactions collectives ; il convient, enfin, de ne pas confondre sentiment régionaliste et sentiment « ethnique ».

En ce qui concerne le Gabon, une interprétation dans la tradition « tribaliste » est d'autant plus trompeuse qu'elle est aisée : les élections législatives de 1990, les premières à retrouver le multipartisme depuis 1968, ont révélé que les grands équilibres de la vie politique gabonaise depuis 1946 ne s'étaient pas profondément

modifiés : le Morena, dans ses diverses tendances, renoue avec la philosophie chrétienne comme avec la prédominance de l'électorat fang qui caractérisait déjà l'UDSG (Union démocratique et sociale gabonaise) de Jean-Hilaire Aubame, parti dominant durant presque toute la période coloniale ; le PGP retrouvait, quant à lui, les tendances laïques et la prégnance culturelle « myéné », celle des groupes côtiers fortement métissés, sur lesquelles s'était bâtie la puissance du BDG (Bloc démocratique gabonais) de Léon Mba, permettant à celui-ci de devenir le premier président de la République gabonaise. Un élément nouveau, le fait que le PDG n'ait de concurrence politique que dans le Haut-Ogooué, ne fait pas exception à cette règle. Il est resté, malgré tout, le parti d'un président qui, par sa personne, a donné un rôle politique majeur à une zone éloignée, rattachée un temps au Moyen-Congo dans le cadre de l'AEF (Afrique équatoriale française), et qui faisait peu partie de la nation lors de l'indépendance, si l'on en juge d'après les comportements de l'époque. Enfin, comme dans les années cinquante, on a pu remarquer un comportement assez original du sud-ouest du pays, entre la Ngounié et la mer, qui a voté d'une manière dispersée, pour une part en faveur de petits partis, comme il le faisait déjà du temps où René Sousatte y avait constitué une formation qui n'avait pas d'audience en dehors du groupe linguistique Shira-Punu.

De telles remarques ne doivent pas constituer les bases d'une interprétation ethnique exclusive des réalités politiques gabonaises.

En effet, le Morena, en se divisant, n'a pas conservé totalement son caractère de « parti fang », qu'il serait quelque peu imprudent de lui attribuer sans examen approfondi. Fondé au début des années quatre-vingt par des Fang et des Bapunu, les deux groupes les plus importants comme les plus marqués par le christianisme, il s'est divisé, dès l'exil, en plusieurs tendances. L'on remarquait, au milieu de la décennie, la scission entre le Père Mba-Abessole, d'origine fang, et M. Max-Anicet Koumba, ancien journaliste, d'origine punu, qui se proclama Premier ministre d'un gouvernement en exil et n'a plus ensuite compté dans la vie politique nationale.

Mais, après la Conférence nationale, les « Bûcherons », qui sont parvenus à devenir l'un des partis dominants, ont su conserver dans leurs rangs des personnalités éminentes du sud-ouest du Gabon, comme le professeur Kombila, élu à Moabi malgré la consigne de boycottage du dernier tour des élections lancées par le Père Mba-Abessole. Le parti compte aussi, minoritairement, des Myéné dans ses adhérents et cherche manifestement à avoir une audience nationale, y compris dans le Haut-Ogooué, où le chef de l'État et le PDG sont particulièrement vigilants, et à Port-Gentil, où le PGP domine d'une manière écrasante.

Il n'y a d'ailleurs pas de parti fang et c'est là l'une des constantes les plus nettes de la politique gabonaise : le groupe linguis-

tique et culturel fang au sens étroit, qui s'étend sur le Gabon, la Guinée équatoriale et le Cameroun, n'a jamais connu de centralisation politique. Société segmentaire typique, il n'est uni que par des traditions communes ou des ententes ponctuelles entre divers éléments, toujours sujettes à révision. Dans la vie politique coloniale et postcoloniale du Gabon, l'on remarque chez les Fang de constantes divisions de partis, dont les dernières élections ont donné une nouvelle illustration, les divisions provenant de rivalités de personnes ou de régions. On retrouve des Fang à l'intérieur de la plupart des partis gabonais ; si le Premier ministre (PDG), des chefs de file « rénovateurs », le président des Bûcherons et des membres du PGP (même si M. Nonan Nguema s'est fait exclure, à la suite d'une rivalité de tendance avec Me Agondjo, en juin 1991) sont fang, il est donc erroné de penser que les Fang se regroupent d'abord par affinités ethniques, aussi bien que les Bapunu, comme pourraient le faire penser les dissidences du Morena. La tentation du regroupement solidaire à base ethnique existe certes, mais elle est généralement repoussée, du moins dans les déclarations et les actes publics.

Un autre critère interprétatif n'est pas à négliger, même s'il ne concerne pas les pratiques sociales se rattachant aux réalités anciennes : il s'agit de la distribution de l'électorat en fonction de sa foi religieuse ou, au contraire, de la distance prise à l'égard des influences missionnaires catholiques ou protestantes. L'une des caractéristiques de la vie sociale au Gabon depuis l'installation des Européens dans l'Estuaire vers 1840, est l'opposition entre un courant de ferveur chrétienne, catholique ou protestante, qui a été suscité par de très fortes personnalités missionnaires françaises ou américaines au siècle dernier, et un courant libre-penseur, que les officiers de marine puis les administrateurs français appartenant à la Maçonnerie ont fortement développé, en trouvant sur place des éléments favorables à leur influence, comme l'existence de sociétés initiatiques et culturelles, dont la plus connue, pour les hommes, est le Bwiti et ses multiples branches. Il faut souligner que Jean-Rémy Aubame avait le soutien des missions catholiques et qu'au contraire Léon Mba était maçon aussi bien qu'adepte du Bwiti.

Le goût du président Bongo pour le syncrétisme et l'unanimité se voit dans sa décision de créer un parti unique en mars 1968, mais aussi dans sa proposition, en février 1990, de transformer le PDG en RSDG, sigle qui rappelle l'UDSG de Jean-Rémy Aubame, personnalité politique avec laquelle il entretint de bons rapports personnels, bien qu'il ait été l'ennemi principal de Léon Mba. Choisi par ce dernier avec le soutien des autorités françaises, le président Bongo a trouvé dans la maçonnerie l'une des voies permettant d'entretenir des relations étroites avec la classe politique en France. Converti à l'islam, il a cependant évité de se couper

excessivement du christianisme qui dispose d'une influence croissante, quoique assez superficielle, dans le pays. Il a choisi personnellement Mgr Mvé, évêque catholique de Bitam, dans le Woleu-Ntem, pour présider la Conférence nationale de 1991.

La sociologie des partis politiques gabonais est particulièrement intéressante à établir, quoique ce soit là une tâche difficile et incertaine. Incontestablement, le PDG est resté un parti institutionnel, même s'il n'a plus le monopole de la vie politique. Il est le mouvement des notables régionaux et locaux tout autant que le porte-parole du Haut-Ogooué (ce qu'il n'a jamais été complètement), le moyen aussi pour les populations rurales les plus isolées d'adhérer au pouvoir politique par une sorte de pratique d'allégeance, dans la ligne de ce qu'attendait d'elles l'administration coloniale jadis.

Les « Bûcherons » ont une audience populaire indéniable dans les centres urbains. Il y a, relativement peu d'intellectuels, du moins de ceux qui se sont cooptés dans des cercles universitaires informels, parmi eux. En revanche, l'exigence de moralisation individuelle et collective, qui est la marque essentielle du programme de ce parti, à l'idéologie encore floue sur bien des points, est une marque essentielle des classes moyennes : elles acceptaient auparavant un système leur procurant une discrète aisance, mais qui s'est grippé à leur détriment depuis la crise financière des cinq dernières années. Dans les milieux gouvernementaux, l'on accuse les « Bûcherons », dont le nom est significatif d'une certaine présentation populiste et claire de la remise en ordre, d'être une des principales forces derrière l'agitation sociale. Le journal qu'ils sont parvenus à éditer (finalement au Cameroun, pour éviter la dépendance envers une imprimerie proche du pouvoir), *La Clé*, dénonce aussi avec précision cet enrichissement ou ces passe-droits qui scandalisent de plus en plus les classes moyennes, une minorité sortie de la masse depuis vingt ans ayant imprudemment étalé une richesse nouvelle, inimaginable auparavant. Les programmes d'ajustement, indispensables financièrement mais qui dans les faits renforcent aussi la pression sur les employés de l'État et même du secteur privé (par la baisse de l'activité économique générale), contribuent à la formation d'un vaste mouvement populaire, encouragé par les vœux de transparence de la gestion et de démocratisation qu'expriment maintenant les bailleurs de fonds extérieurs.

Le RNB étant un parti manifestement populaire et populiste, le PGP et l'USG (Union socialiste gabonaise), ainsi que le courant des réformateurs du PDG regroupés autour du fils du président Bongo, sont l'expression des vœux et des analyses d'une minorité de cadres dont les plus âgés sont restés attachés au progressisme tiers-mondiste des années soixante, tandis que les plus jeunes sont marqués par les options libérales. Dans le domaine économique et financier, tous s'accordent, puisqu'en Afrique ou ail-

leurs, les solutions étatiques et collectivistes ont maintenant donné la preuve de leur inefficacité, mais pour le reste, les divergences d'opinion tiennent à des traditions intellectuelles ou sociales.

Le PGP, qui regroupe encore aujourd'hui ce qui reste d'un petit groupe d'intellectuels progressistes, que le temps a gravement touché (d'où l'émoi provoqué par la mort de Joseph Rendjambé en mai 1990) mais qui étaient la fierté de leurs groupes familiaux et de leur région, n'a réussi à se créer une base populaire que dans les zones proches de la côte gabonaise. Son importance tient à sa force à Port-Gentil, la capitale économique, par l'activité pétrolière et forestière, qui vit presque en autarcie sur une île sablonneuse du delta de l'Ogooué et qui a plusieurs fois, dans le passé, montré sa détermination à se gérer comme elle l'entendait.

Il est parvenu, en outre, à rétablir des équilibres anciens, disparus depuis l'aube de la colonisation. Parmi les peuples côtiers de langue myènè, qui avaient la prééminence non par leur puissance démographique, mais par leur rôle d'intermédiaires entre Européens et groupes de l'intérieur, les plus importants avant le XIX^e siècle tant pour le montant du commerce des points de traite que par la puissance politique (dans des royaumes sans doute comparables par leur structure à ceux de la zone congolaise) se trouvaient au Sud, au Cap Lopez (où fut construite Port-Gentil) et à Mayumba principalement. Ce dernier point se rattachait déjà à l'aire vili (détachée du Gabon lors de la réalisation du port de Pointe-Noire et du chemin de fer le reliant à Brazzaville) et, chez les Myènè, l'estuaire du Gabon, où se trouve aujourd'hui Libreville, n'avait qu'une influence secondaire. L'installation de la France dans l'estuaire en 1839 devait donner aux Mpongwi, désormais soumis à la double présence française et anglo-saxonne (cette dernière par les missionnaires et les commerçants), une prééminence que traduisait l'urbanisation, le métissage et le genre de vie, qui est encore aujourd'hui le modèle de la douceur et de la politesse d'une civilisation qui est devenue presque créole.

Après l'indépendance, le prestige des Mpongwe (patrilinéaires, à la différence des autres Myènè) demeura entier ; ils occupaient le plus souvent le fauteuil du président de l'Assemblée nationale. Leur prestige aristocratique leur attira des bénéfiques nombreux en sachant rester proches de la présidence de la République depuis la mort de Léon Mba. Malgré leur métissage (qui pouvait entraîner des réactions hostiles de gens de l'intérieur, du Haut-Ogooué surtout) et parfois grâce à lui (par des arrangements matrimoniaux), ils prospérèrent démographiquement et financièrement jusqu'à la crise de la fin des années quatre vingt. Les ressources à partager devenant alors plus rares, une part importante de la jeunesse mpongive, formant désormais l'élite sociale traditionnelle de la nation mais craignant une marginalisation insidieuse de la part de nou-

veaux venus, passa dans l'opposition. Puis les événements de 1990 devaient révéler que les Myène de l'Ogooué et de la Côte située au sud de Port-Gentil, Orungu, Nkomi et Galwa, reprenaient de la force intellectuelle et physique. Plus déterminés, moins divisés entre eux que les Mpongwe, ils reprirent en fait la prééminence qui, dans leur esprit leur avait été abusivement ôtée un siècle et demi plus tôt. Le régulateur de l'équilibre social et politique de la côte s'est ainsi déplacé le nouveau de Libreville à Port-Gentil et c'est la raison pour laquelle une présence militaire française paraissant indispensable à la sécurité des Européens y a été discrètement maintenue depuis mai 1990. Le fort particularisme de la capitale économique (jusque dans la question des salaires, puisque, du fait de la nature du terrain, l'on ne peut qu'y acheter sa nourriture quotidienne, sans possibilité de complément aux ressources salariales par des cultures vivrières auto-consommées), la violence des événements de l'an passé, le traumatisme qu'ils ont engendré ont réussi à transformer dans la région un parti encore élitiste par l'origine sociale de ses fondateurs, en un mouvement exprimant bien plus qu'une solidarité régionale instinctive, malgré le peu d'expérience en politique de certains de ses représentants élus.

Il en va tout autrement pour l'USG et les « rénovateurs », dont le problème principal est celui de la plupart des technocrates tentant de relayer en Afrique des pouvoirs autoritaires incompetents et usés : leur bagage universitaire, leur talent personnel leur assurent une place privilégiée dans la société et l'estime des interlocuteurs extérieurs, mais ils manquent souvent du sens des réalités locales et d'un contact intime et prolongé avec leur milieu d'origine, dont ils se sont trop éloignés personnellement. Cela est d'autant plus préoccupant qu'aujourd'hui les classes moyennes urbanisées ont le sentiment que leurs enfants, dans le domaine de la santé et de l'éducation, ont perdu, avec la crise des ressources budgétaires, l'égalité de chances qui a justement permis jadis à l'élite technocratique d'obtenir sa position actuelle.

Ces remarques sont incomplètes et demanderaient un examen (pour lequel des données fiables et étendues manquent encore) du chevauchement entre les distinctions fondées sur les catégories socio-professionnelles et celles qui reposent sur la hiérarchie traditionnelle des ethnies, des clans et des positions sociales individuelles dans le Gabon d'aujourd'hui. Elles révèlent pourtant que l'enjeu de l'évolution politique engagée depuis le début de 1990 va bien au-delà de ce qu'on appelle communément la démocratisation des États africains.

Violence et démocratisation

La démocratisation de la vie politique gabonaise est, certes, indéniable : le chef de l'État, tout en conservant sa remarquable habileté manœuvrière, a changé de style et a été l'un des premiers, parmi ses pairs, à déclarer ne pas craindre les effets indirects de l'ouverture formelle, comprenant au contraire quel pouvait être son intérêt du point de vue des soutiens extérieurs. La liberté de la presse est devenue une réalité avec la multiplication des publications, et malgré des tentatives pour revenir ensuite en arrière. La liberté de ton, celle de réunion sont aussi des changements très sensibles, même si des émissions de la télévision d'État y avaient jadis préparé. La personne du chef de l'État peut être attaquée désormais autrement que par des tracts venimeux et clandestins. L'amateurisme, encouragé par des distributions généreuses et imprudentes de fonds publics avant les élections législatives de 1990, a d'abord marqué le renouveau de la vie politique. Un an plus tard, la situation s'est considérablement éclaircie : trois grandes formations dominent incontestablement la vie politique, exprimant des tendances différenciables ; elles reçoivent le soutien de groupes auxiliaires non moins repérables. L'opposition, comme dans d'autres pays, a, en quelques mois, fait des progrès considérables dans la technique de la vie politique. Des personnalités historiques, opposants de toujours comme le Père Mba-Abessole ou Me Agendjo, ou bien hauts fonctionnaires de la première génération après l'indépendance, comme M. Nan Nguema, ancien secrétaire général de l'OPEP, ont organisé autour d'eux des groupes qui s'appuient sur un soutien populaire indistinct, mais aussi sur un réseau de jeunes cadres, notamment administratifs, qui n'ont plus le comportement politique qui était devenu la règle durant trente ans. Même le PDG doit se renouveler et a confié des postes de premier plan à de jeunes cadres, comme M. Jacques Adiahenot, parallèlement au choix d'un Premier ministre novice en politique et haut-fonctionnaire international depuis la fin de sa formation technique et universitaire.

Toutefois, cette évolution s'est accompagnée d'un recours à la violence qui tempère l'impression d'une ouverture progressive et harmonieuse, et qui révèle de multiples tensions.

Le dialogue avec l'opposition, entamé en 1989, a été ralenti quelque temps, avant d'être stimulé par une tentative de coup d'État dont, selon le gouvernement, le principal responsable aurait été M. Pierre Maboundou, un ancien conseiller du président Bongo, qui sera expulsé de Paris vers Dakar.

Parallèlement, la revendication démocratique progressait aussi par la violence. Ce sont les manifestations populaires qui ont con-

duit à renoncer au début de 1990 au système du parti unique. Quant au PGP, né au moment de la Conférence nationale, même si le courant de pensée politique qu'il représente existait déjà implicitement, sa force propre a reposé aussi sur le soulèvement de Port-Gentil, qui paraît avoir été spontané, à l'annonce de la mort considérée comme suspecte, de Joseph Rendjambé, une personnalité estimée à titre personnel, qui était en outre membre de la famille royale des Nkomi. Les réactions cavalières du pouvoir, l'absence de Libreville du chef de l'État, suscitèrent une indignation populaire et spontanée qui surprit à son tour aussi bien les responsables gouvernementaux que la France au dépourvu. A Port-Gentil, le PGP prit le contrôle de la ville, retint en otage le Consul de France puis dix européens avant que des troupes françaises n'interviennent le 24 mai, jour de l'Ascension, et n'organisent l'évacuation d'une part importante de la population européenne et africaine de la ville. L'Ogooué-Maritime, dont Port-Gentil est le chef-lieu, fut mis sous l'administration militaire de l'état de siège et l'on craignit que le pays ne s'engageât dans la guerre civile. Mais, dans la dernière semaine de mai, alors qu'Elf Gabon, paraissant avoir une attitude favorable aux insurgés, était menacée par le président Bongo de perdre ses concessions pétrolières, le dialogue entre le PGP et la présidence reprenait. Des relations personnelles y contribuaient pour une grande part : M. Jean Ping, ministre du Pétrole et cousin de Joseph Rendjambé, est aussi le compagnon d'une fille du président, Mme Pascaline Bongo, et le demi-frère de Me Agondjo, le leader du PGP.

Une nouvelle vague de violences est apparue après la césure des élections législatives. L'agitation sociale a, en effet, repris à la fin de l'année avec une grève des enseignants. Le premier semestre 1991 a été dominé, comme la période équivalente de l'année précédente, par une agitation larvée. Une grève générale, le 5 juin, a été massivement suivie. Elle avait été décidée par dix partis d'opposition et des menaces écrites avaient été adressées aux commerçants qui ne la respecteraient pas.

Des élections partielles qui, en mars 1991, ont permis d'ajouter quelques sièges à la majorité gouvernementale ont été aussi marquées par des violences, notamment à Mbigou, dans la région montagneuse du centre du pays, où le PDG s'est attaqué aux personnes et aux biens de candidats de l'opposition, et à Kango, près de Libreville, où le MRB a eu une altercation violente avec des gendarmes. A Mbigou, les incidents se plaçaient dans un contexte particulier, la mort subite d'un ancien ministre, M. Amiar Nganga, qui avait reçu la veille la visite d'un de ses anciens collègues, appartenant maintenant au Morena originel.

Toutes ces manifestations ne sont que la partie visible d'une hostilité latente qui se manifeste notamment par des accusations

récioproques de sorcellerie, de tricheries électorales, de complots divers. L'une des pires habitudes prise par la vie politique gabonaise, depuis plus d'un an, est de chercher à identifier le « parti de la violence » : PDG, PGP (particulièrement accusé au moment des événements de Port-Gentil) et MRB se renvoient souvent de telles formules.

Mais l'incontinence verbale se double, comme souvent, de ce qui reste sous-entendu dans le discours politique. Ainsi le nom des principaux partis n'est pas sans signification, et les rivalités personnelles, les appels à la solidarité ethnique se font d'abord comprendre implicitement avant de devenir publics. D'autre part, quelle que soit la clarté de la ligne générale d'un parti, les démarches politiques personnelles ou de groupe affectent la forme d'une sinuïdale ; c'était d'ailleurs déjà le cas du temps du monopartisme.

Ainsi, sur le fond, la vie politique gabonaise a sans doute moins changé qu'il ne paraît à première vue, dans une Afrique francophone soucieuse de recueillir la prime à la démocratisation promise après le Sommet franco-africain de La Baule. D'ailleurs les problèmes sociaux restent en suspens, tandis que la situation financière du pays s'est aggravée dans des proportions considérables en deux ans, exigeant des mesures qui seront d'autant plus radicales que l'on en différera l'exécution.

Si la société a changé en trente ans, ce dont témoigne hautement le caractère intériorisé d'une démocratisation qui ne fut pas, longtemps, dans les priorités nationales, pour l'opinion comme pour la classe politique, le bouleversement des structures et des pratiques de gouvernement ne traduit qu'imparfaitement le véritable bouillonnement d'un ordre local en crise ; l'un de ses signes les plus clairs est une exigence nouvelle : une moralisation de la vie politique, dont on ne sait encore ce qu'elle entraînera à terme.

François Gaulme